

Pour un suivi de l'application de la LOLF

Didier MIGAUD*

L'application de la loi organique relative aux lois de finances est sans doute l'un des chantiers les plus importants de la législature.

L'enjeu est désormais celui de la mise en œuvre de la nouvelle nomenclature budgétaire, qui doit être un levier formidable de réforme de l'État, d'amélioration de la lisibilité, de la transparence et de l'efficacité de la gestion de la dépense publique, et enfin de renforcement des prérogatives budgétaires du Parlement.

Je dis bien « qui doit », mais rien n'est acquis en la matière : légiférer est une chose, appliquer la législation, l'utiliser dans son esprit en sont une autre.

La Constitution de la Cinquième République est claire en ce qui concerne les compétences respectives du Parlement et du Gouvernement. Mais selon notre nouvelle « constitution budgétaire », le Parlement pourra prendre l'initiative de la création d'un programme, c'est-à-dire qu'il pourra remodeler la nomenclature budgétaire.

Dès lors, comment imaginer qu'on tienne le Parlement à l'écart de la mise en œuvre d'une réforme dont il est à l'initiative et qui va modifier durablement et profondément notre constitution budgétaire ?

Il importe donc que le Parlement assume ses responsabilités et utilise tous les moyens qui sont à sa disposition pour participer pleinement à l'élaboration de la nouvelle nomenclature budgétaire. Parmi ceux-ci, la Mission d'Évaluation et de Contrôle (MEC) devra jouer son rôle, notamment en ce qui concerne l'examen des conditions d'application de la réforme dans tel

ou tel ministère, et je pense tout particulièrement au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Mais au-delà du travail de la MEC, il me semble nécessaire, pour que le législateur dispose d'une vue d'ensemble du processus de mise en œuvre, que l'Assemblée nationale envisage la création d'une instance chargée d'examiner les conditions de mise en œuvre de la loi organique. Cette instance pourrait être, comme la MEC, une mission d'information réactivée chaque année jusqu'en 2006, dont les travaux seraient rapportés par un membre de la majorité parlementaire et la présidence assurée par un membre de l'opposition, ce qui garantirait également une approche non partisane.

Je souhaite que cette proposition, qui a reçu un accueil favorable à l'Assemblée nationale tant de la part du Président Debré que de celle de Pierre Méhaignerie ou Gilles Carrez, soit rapidement concrétisée.

Enfin, j'ai proposé, lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2003, que le gouvernement remette chaque année au Parlement le 1^{er} mars un rapport sur la préparation de la mise en œuvre de la loi organique, et ce dès l'an prochain et jusqu'en 2007.

Cette proposition a été adoptée, le Gouvernement s'en remettant à la sagesse de l'Assemblée nationale.

Ainsi, chaque année, un rapport de l'exécutif fera le point sur :

- la présentation des actions et des objectifs associés,
- l'architecture envisagée par missions et programmes pour ces actions,
- les indicateurs de performance retenus pour chaque programme.

Il comprendra en outre des éléments relatifs aux solutions retenues ou envisagées dans le cadre des réflexions thématiques et transversales sur :

- le caractère interministériel des missions,
- le traitement de l'emploi public,
- l'évolution du contrôle financier,
- la gestion déconcentrée des crédits.

Enfin, il fera également le point sur les expérimentations menées ou envisagées pour préparer la mise en œuvre de la loi organique, et les difficultés que ces expérimentations soulèvent.

L'examen de ce rapport pourrait donner lieu à des auditions au sein de la mission *ad hoc* dont j'ai proposé la création.

Ainsi, le Parlement se donne les moyens de participer activement et efficacement à ce qui sera, je l'espère, une réforme réussie.